

## COLOFON

BELGISCH HISTORISCH INSTITUUT ROME |  
INSTITUT HISTORIQUE BELGE DE ROME

Via Omero 8 - I-00197 ROMA

Tel. +39 06 203 98 631 - Fax +39 06 320 83 61

<http://www.bhir-ihbr.be>

Postadres | adresse postale | recapito postale |  
mailing address

Vlamingenstraat 39 - B-3000 leuven

Tel. +32 16 32 35 00

Redactiesecretaris | Secrétaire de rédaction |  
Segretario di redazione | Editorial desk

Prof.dr. Claire De Ruyt [[claire.deruyt@unamur.be](mailto:claire.deruyt@unamur.be)]

ISSN 2295-9432

Forum Romanum Belgicum is het digitale forum van het Belgisch Historisch Instituut te Rome, in opvolging van het Bulletin van het BHIR, waarvan de laatste aflevering nr. LXXVII van jaargang 2007 was.

Forum Romanum Belgicum wil met de digitale formule sneller en frequenter inspelen op de resultaten van het lopend onderzoek en zo een rol spelen als multidisciplinair onderzoeksforum. Door de digitale formule kan een artikel, paper (work in progress) of mededeling (aankondiging, boekvoorstelling, colloquium enz.) onmiddellijk gepubliceerd worden. Alle afleveringen zijn ook blijvend te raadplegen op de website, zodat Forum Romanum Belgicum ook een e-bibliotheek wordt.

Voorstellen van artikels, scripties (work in progress) en mededelingen die gerelateerd zijn aan de missie van het BHIR kunnen voorgelegd worden aan de redactiesecretaris prof. dr. Claire De Ruyt ([claire.deruyt@fundp.ac.be](mailto:claire.deruyt@fundp.ac.be)). De technische instructies voor artikels en scripties vindt u hier. De toegelaten talen zijn: Nederlands, Frans, Engels en uiteraard Italiaans.

Alle bijdragen (behalve de mededelingen) worden voorgelegd aan peer reviewers vooraleer gepubliceerd te worden.

*Forum Romanum Belgicum est forum digital de l'Institut Historique Belge à Rome, en succession du Bulletin de l'IHBR, dont le dernier fascicule a été le n° LXXVII de l'année 2007.*

*La formule digitale de Forum Romanum Belgicum lui permettra de diffuser plus rapidement les résultats des recherches en cours et de remplir ainsi son rôle de forum de recherche interdisciplinaire. Grâce à la formule digitale, un article, une dissertation (work in progress) ou une communication (annonce, présentation d'un livre, colloque etc.) pourront être publiés sur-le-champ. Tous les fascicules pourront être consultés de manière permanente sur l'internet, de telle sorte que Forum Romanum Belgicum devienne aussi une bibliothèque digitale.*

*Des articles, des notices (work in progress) et des communications en relation avec la mission de l'IHBR peuvent être soumis à la rédaction: prof.dr. Claire De Ruyt ([claire.deruyt@fundp.ac.be](mailto:claire.deruyt@fundp.ac.be)). Vous trouverez les instructions techniques pour les articles et les notices à Les langues autorisées sont le néerlandais, le français, l'anglais et bien entendu l'italien.*

*Toutes les contributions (sauf les communications) seront soumises à des peer reviewers avant d'être publiées.*

# La Communauté de Sant'Egidio et le Mozambique (1980-1990)

## Une diplomatie parallèle à la fin de la guerre froide ?<sup>1</sup>

Víctor Fernández Soriano, ULB

Les promeneurs qui flânent sur la place de Sant'Egidio, au cœur du Trastevere, l'un des quartiers les plus populaires de Rome, peuvent s'étonner de la présence d'une patrouille de l'armée italienne. De jour comme de nuit, cette patrouille veille devant un bâtiment sans drapeau, qui héberge un petit musée du quartier, mais pas d'ambassade ni d'institution de l'État. Il s'agit de l'ancien monastère de Sant'Egidio, autrefois couvent de carmélitaines et aujourd'hui siège, avec la porte juste à côté du musée, de la communauté éponyme, une organisation originale entre autres spécialisée dans la résolution de conflits internationaux. Son siège est ainsi constamment surveillé par les forces de sécurité italiennes depuis que le gouvernement de Rome commençât à craindre pour l'intégrité de la Communauté suite à sa tentative de médiation dans la guerre d'Algérie en 1994-1995. Depuis lors, la patrouille militaire italienne n'a plus quitté les lieux<sup>2</sup>.

La Communauté de Sant'Egidio constitue un exemple parlant des changements intervenus dans l'ordre international entre les années 1960 et 1990. Durant cette période, sur la toile de fond de la guerre froide et de son effet globalisant sur nombre de conflits, une série de pratiques plus ou moins innovantes commencèrent à jouer un rôle de plus en plus important dans les relations internationales : ce fut le cas de la mise en place

1. Cette recherche a été réalisée grâce à un stipendium de l'Institut historique belge de Rome, qui a permis à l'auteur de séjourner à l'Academia Belgica entre mai et juillet 2014.
2. Marco Impagliazzo & Mario Giro, *Algeria in ostaggio. Tra esercito e fondamentalismo, storia di una pace difficile*, Milano, Guerini e Associati, 1997.

Victor Fernández Soriano | *La Communauté de Sant'Egidio et le Mozambique (1980-1990)*

d'un droit international des droits de l'Homme<sup>3</sup> et d'autres phénomènes interconnectés tels que le développement d'une justice universelle<sup>4</sup>, la consécration de la notion de coopération au développement<sup>5</sup>, l'essor des mouvements de solidarité transnationaux ou l'influence croissante des acteurs privés sur les institutions internationales<sup>6</sup>. Ces transformations, loin de disparaître avec la guerre froide, ont fort contribué aux relations internationales contemporaines, qui ont trouvé dans ces pratiques des éléments essentiels de leurs fondements. Le présent article propose de recadrer dans ce contexte l'histoire de la Communauté de Sant'Egidio, une association religieuse de laïcs née à Rome en 1968 devenue avec le temps un médiateur international expert dans la résolution de conflits.

Le cas de la Communauté de Sant'Egidio est exemplatif de l'essor d'une diplomatie parallèle à celle des États, conduite par des acteurs non-gouvernementaux<sup>7</sup>. Cette notion de « diplomatie parallèle » renvoie à l'expression anglaise « track II diplomacy », utilisée pour la première fois en 1981 par les diplomate et psychiatre américains William D. Davidson et Joseph V. Montville pour désigner les activités entreprises par des acteurs non-officiels, généralement des organisations non-gouvernementales ou des experts, dans la résolution de conflits étrangers<sup>8</sup> (elle se distingue de la notion de « diplomatie non-gouvernementale » en ce que cette dernière se réfère aux campagnes de lobbying menées par les organisations non-gouvernementales auprès des organisations internationales<sup>9</sup>). Cette diplomatie parallèle (de la même manière que la diplomatie non-gouvernementale) est caractéristique de l'essor des acteurs non-étatiques

dans les relations internationales entre les années 1970 et 1990<sup>10</sup>. Au cours de cette période, de plus en plus d'acteurs non-étatiques comblent des espaces dans lesquels la diplomatie officielle n'intervient guère, dans un premier temps du fait des tensions latentes de la guerre froide. La négociation informelle à travers des réseaux non institutionnels acquiert ainsi une importance croissante dans l'échiquier international, avec un potentiel d'utilité pour la résolution de conflits. Quoiqu'elle semble l'avoir encouragée, les origines de ce phénomène ne s'inscrivent du reste pas entièrement dans la logique de la guerre froide. Elles furent aussi étroitement liées à la globalisation des moyens de communication durant la même période. Les progrès techniques dans les télécommunications renforcèrent les sociabilités au niveau transnational et permirent aux sociétés locales d'avoir une connaissance plus directe des sociétés étrangères<sup>11</sup>. Cet aspect explique en bonne mesure pourquoi la fin de la guerre froide ne constitua pas une césure dans la continuité de ces pratiques<sup>12</sup>.

La Communauté de Sant'Egidio représente plusieurs épiphénomènes liés à l'essor de la diplomatie parallèle dans les années 1970-1990. Elle est tout d'abord une organisation privée qui ne répond aux intérêts d'aucun gouvernement et agit pour son propre compte. Elle a une vocation religieuse, mais à l'instar d'autres mouvances catholiques internationales contemporaines, elle ne représente pas non plus la politique étrangère du Vatican, qui possède ses propres réseaux<sup>13</sup> et les utilise pour exercer une forme de *soft power*, surtout en Europe communiste. Sant'Egidio est aussi un exemple de ce que les politologues appellent « médiateurs faibles », c'est-à-dire des

3. Samuel Moyn, *The Last Utopia. Human Rights in History*, Cambridge (MA) & Londres, Harvard University Press, 2010.
4. Antoine Garapon, « De Nuremberg au TPI : naissance d'une justice universelle ? », *Critique internationale*, vol. 5, n° 5, 1999, pp. 167-180.
5. Documents des Nations Unies, A/RES/S-6 /3201, déclaration concernant l'instauration d'un nouvel ordre économique, New York, 1<sup>er</sup> mai 1974.
6. Mark Mazower, *Governing the World. The History of an Idea*, London, Penguin Books, 2012.
7. William E. DeMars, *NGOs and Transnational Networks: Wild Cards in World Politics*, London, Pluto Press, 2005; Bob Reinalda, *Routledge History of International Organizations: From 1815 to the present day*, London & New York, Routledge, 2009, pp. 347 et ss.
8. William D. Davidson & Joseph V. Montville, « Foreign Policy according to Freud », *Foreign Policy*, n° 45, hiver 1981-1982, pp. 145-157.
9. Olivier Arifon, « Influence et communication dans l'environnement international : le cas de la diplomatie non gouvernementale », *HAL*, 2008.
10. Daphnée Josselin & William Wallace, « Non-state Actors in World Politics : a Framework » in Daphnée Josselin & William Wallace (éd.), *Non-state Actors in World Politics*, New York, Palgrave, 2001, pp. 1-20.
11. Barbara J. Keys, *Reclaiming American Virtue: The Human Rights Revolution of the 1970s*, Harvard University Press, 2014, pp. 10-11.
12. Fred Halliday, « The Romance of Non-state Actors » in Daphnée Josselin & William Wallace (éd.), *Non-state Actors [...]*, pp. 21-37.
13. David Ryall, « The Catholic Church as a Transnational Actor » in *ibid.*, pp. 41-58.

acteurs privés sur lesquels les États délèguent lorsqu'ils sont découragés à intervenir dans un conflit à cause de la complexité des points en litige<sup>14</sup>. Or, contrairement à d'autres médiateurs faibles tels que des sociétés de consultance militaire ou des entreprises spécialisées dans l'observation de processus électoraux, la Communauté de Sant'Egidio ne poursuit pas de but lucratif<sup>15</sup>. Dans ce sens et malgré sa structure organisationnelle atypique (Sant'Egidio est dans son essence une communauté religieuse de laïcs), elle peut également être assimilée aux organisations non-gouvernementales dont la raison d'être est exclusivement morale, qui sont les instigateurs d'une diplomatie humanitaire<sup>16</sup>. Enfin, en raison de ses origines dans les mouvements associatifs locaux, la Communauté de Sant'Egidio est aussi représentative d'une diplomatie citoyenne, dont l'action est basée sur l'initiative de réseaux de citoyens agissant à titre privé et souvent suivant une motivation religieuse<sup>17</sup>.

La manière dont la Communauté de Sant'Egidio est devenue un acteur privé spécialisé dans la résolution de conflits revêt un intérêt historique tout particulier car elle est illustrative de diverses transformations expérimentées par les relations internationales dans la période 1970-1990. Son évolution surprend par ailleurs par sa rapidité : d'une communauté d'étudiants catholiques vouée à l'assistance sociale dans les quartiers marginaux de Rome au début des années 1970, Sant'Egidio est devenue depuis le début des années 1990 un mouvement catholique global, présent dans de nombreux pays et influent au sein de l'Église, ainsi qu'une sorte d'agence internationale indépendante spécialisée dans la médiation de conflits, reconnue par les États-

Unis<sup>18</sup> et par les alliés européens<sup>19</sup>. Parmi ses interventions les plus notoires se trouvent ses activités de médiation dans la guerre civile d'Algérie en 1994-1995<sup>20</sup>, les crises albanaise de 1997 et kosovare de 1999<sup>21</sup>, et sa participation aux négociations de paix au Guatemala<sup>22</sup>, au Burundi<sup>23</sup>, au Libéria<sup>24</sup> ou en Côte d'Ivoire<sup>25</sup>. Toutes ces expériences ne furent toutefois possibles que grâce à son intervention initiative dans la guerre civile du Mozambique entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, où la Communauté de Sant'Egidio promut les négociations qui donnèrent lieu à l'accord de paix mettant fin aux hostilités.

L'expérience de la guerre du Mozambique renferme les clefs explicatives de la consécration de la Communauté de Sant'Egidio en tant que médiateur international et mérite dès lors d'être étudiée sous la perspective de la politique internationale dans le cadre de laquelle elle eut lieu. Des facteurs tant exogènes qu'endogènes contribuèrent au succès de Sant'Egidio sur le terrain mozambicain. D'une part, la guerre civile du Mozambique reproduit des patrons de la guerre froide avec une faction, celle du gouvernement officiel, proche du modèle soviétique. Elle subit également l'impact des conflits raciaux de la région, l'autre faction recevant le soutien logistique du Zimbabwe et de l'Afrique du Sud. D'autre part, la consécration internationale de la Communauté de Sant'Egidio s'opère en parallèle à son expansion dans le monde en tant que laïcat catholique. Une expansion assez rapide qui bénéficie d'une formule de prosélytisme très ouverte. Cependant, en dépit de cette mondialisation de Sant'Egidio, les rôles de la Communauté restent entre les mains d'un noyau central établi

14. Teresa Whitfield, *Friends Indeed? The United Nations, groups of friends, and the resolution of conflicts*, Washington D.C., U.S. Institute of Peace, 2007, pp. 42-43.
15. Christopher Coker, « Outsourcing War » in Daphnée Josselin & William Wallace (éd.), *Non-state Actors [...]*, pp. 189-202.
16. Ariel Colonomos, « Non-state Actors as Moral Entrepreneurs: a Transnational Perspective on Ethics Networks » in *ibid.*, pp. 189-202.
17. Marc Gopin, *To Make the Earth Whole: The Art of Citizen Diplomacy in an Age of Religious Militancy*, Plymouth, Rowman & Littlefield, 2009.
18. Madeleine Albright (avec Bill Woodward), *The Mighty and the Al-Mighty. Reflections on America, God, and World Affairs*, New York, Harper Collins, 2007, pp. 76-77.
19. Roberto Morozzo della Rocca, « Sant'Egidio's diplomacy in crisis areas » in Ludovica Marchi Balossi-Restelli, Richard G. Whitman & Geoffrey Edwards (éd.), *Italy's Foreign Policy in the Twenty-first Century: A Contested Nature?*, New York, Routledge, 2015, pp. 130-147.
20. Marco Impagliazzo & Mario Giro, *Algeria in ostaggio [...]*, 1997.
21. Roberto Morozzo della Rocca, « L'Albania in transizione » & « Kosovo: l'Accordo Milosević-Rugova » in Roberto Morozzo della Rocca (éd.), *Fare Pace. La Comunità di Sant'Egidio negli scenari internazionali*, Milan, Leonardo International, 2010, pp. 151-196.
22. Roberto Morozzo della Rocca, « Il caso guatemalteco » in *ibid.*, pp. 91-108.
23. Angelo Romano, « La pace in Burundi » in *ibid.*, pp. 111-148.
24. Vittorio Scelzo, « Il processo di pace in Liberia » in *ibid.*, pp. 199-222.
25. Mario Giro, « Guerra civile e pace in Costa d'Avorio » in *ibid.*, pp. 225-258.

à Rome, avec à sa tête son fondateur Andrea Riccardi, composé des membres adhérents de la première heure. Les initiatives internationales entreprises au nom de la Communauté vont en bonne mesure rester l'œuvre de ce noyau, qui se dira également motivée par sa vocation spirituelle originelle.

La religion est donc très présente dans l'action internationale de la communauté. Les membres de Sant'Egidio impliqués dans les activités de médiation internationale feront un parallèle entre la pratique de la prière collective et la résolution de conflits. Dans leur esprit, la prière rapproche les gens et resserre les liens individuels et sociaux à différents niveaux : sur le plan local certes, mais aussi sur le plan international<sup>26</sup>. La volonté de pacification et les solidarités avec les sociétés ravagées par la guerre trouvent leur inspiration ultime dans l'identité catholique de la communauté, mise systématiquement en avant par ses membres, dont dérive l'idée de la « charité » envers les pauvres, « les plus démunis »<sup>27</sup>. Dans ce sens, les préoccupations de la Communauté de Sant'Egidio s'insèrent dans les transformations survenues au sein des organisations non-gouvernementales internationales catholiques dans la période postconciliaire : l'un des effets du Concile Vatican II fut d'attirer l'attention des réseaux et des débats internationaux liés à l'Église catholique (ce que François Mabile appelle « l'internationalisme catholique »<sup>28</sup>) vers les problèmes des pays en développement, ce qui mena plusieurs organisations non-gouvernementales, telles que Pax Christi ou celles adhérant à Caritas Internationalis, à s'identifier avec la défense des grandes causes humanitaires alors le plus en vogue : la coopération au développement, le désarmement, la consolidation de la paix, etc.<sup>29</sup>

En outre, la Communauté de Sant'Egidio accorde une importance signalée à l'œcuménisme et au dialogue interreligieux comme une source essentielle de la paix<sup>30</sup>. Inévitablement, les activités internationales de la Communauté de Sant'Egidio se feront dans une certaine complémentarité avec la diplomatie pontificale. La Communauté de Sant'Egidio, en tant qu'acteur privé, agit théoriquement de façon autonome par rapport au pape ; cependant, elle va se servir des réseaux du Vatican, grâce à une bonne entente avec Jean-Paul II, afin de consolider sa position face à ses éventuels interlocuteurs. Dans la pratique, elle ira même jusqu'à se substituer à la diplomatie vaticane dans des affaires particulièrement délicates, à savoir dans la médiation de conflits armés<sup>31</sup>.

## Un groupe d'étudiants romain devenu mouvement global

L'organisation qui est aujourd'hui connue comme Communauté de Sant'Egidio est née dans la foulée de la mobilisation étudiante de 1968, comme un mouvement de jeunes lycéens d'inspiration catholique. 1968 se caractérise en Italie tant par sa précocité que par son intensité, et motiva, depuis la fin 1967, la prolifération de toute une pléthore de mouvements de protestation étudiante, toutes tailles confondues, dans la plupart des villes du pays<sup>32</sup>. À la différence de Mai 68 en France, les courants catholiques ont une présence significative dans la protestation italienne, qui a même l'un de ses déclencheurs dans la mobilisation des étudiants de l'Università Cattolica del Sacro Cuore de Milan<sup>33</sup>. Le mouvement *Gioventù Studentesca*, sous l'autorité morale du prêtre milanais Luigi Giussani et berceau de *Com-*

26. Entretien avec Gina Schilirò, membre original de la Communauté de Sant'Egidio et directrice de la bibliothèque Orseri per la Pace, tenu à Rome le 12 mai 2014.

27. Pierre Anouilh, « Sant'Egidio au Mozambique : de la charité à la fabrique de la paix », *Revue internationale et stratégique*, n° 59, 2005/3, pp. 9 et 17-18.

28. François Mabile, *Approches de l'internationalisme catholique*, Paris, L'Harmattan, 2001, pp. 3-22.

29. *Ibid.*; R. Scott Appleby, « From State to Civil Society and Back Again » in Abigail Green & Vincent Viaene (éd.), *Religious Internationals in the Modern World: Globalization and Faith Communities since 1750*, Basingstoke, Palgrave Macmilland, 2000, pp. 319-342; Robert John Araujo & John A. Lucal, *Papal Diplomacy and the Quest for Peace: The United Nations from Pius XII to Paul VI*, Saint Josephs University Press, 2010.

30. R. Scott Appleby, *The Ambivalence of the Sacred. Religion, Violence, and Reconciliation*, Oxford, Rowman & Littlefield, 2000, pp. 156-164.

31. « Sant'Egidio, la médiation et la paix », interview d'Éric Morier-Genoud à Matteo Zuppi, Rome, 12-21 juin 2003, [pp. 3-4] ; Roberto Morozzo della Rocca, « Sant'Egidio : la via romana alla pace », *Limes*, n° 3, 1993, pp. 69-82.

32. Giambattista Scirè, *La democrazia alla prova. Cattolici e laici nell'Italia repubblicana degli anni Cinquanta e Sessanta*, Rome, Carocci, 2005, pp. 210-246.

33. Agostino Giovagnoli, « Cattolici nel Sessantotto » in A. Giovagnoli (éd.), *1968: fra utopia e Vangelo. Contestazione e mondo cattolico*, Rome, Ave, 2000, pp. 18-42; Stefano Picciaredda, « Il '68 dei cattolici », *Stato, chiese e pluralismo confessionale* [en ligne], mai 2009.

*munion et Libération*, se fait alors fort et parvient à capitaliser l'agitation dans nombre de lycées et d'universités<sup>34</sup>. Dans ce contexte, un élève du lycée Virgilio de Rome appelé Andrea Riccardi convainc quelques-uns de ses condisciples à se réunir dans les locaux de l'Oratoire de saint Philippe Néri en février 1968. Dans ce lycée, situé dans la Via Giulia, existe un groupe de *Gioventù Studentesca*, que les jeunes qui se réunissent à l'Oratoire de Saint Philippe Néri fréquentent<sup>35</sup>. À cette réunion, suivirent d'autres, où, à l'image d'autres mouvements similaires de l'époque, ces jeunes discutaient autour de problématiques sociales sur base d'une interprétation religieuse fondée sur la lecture des évangiles. Ce fut le germe de la Communauté de Sant'Egidio, dont quelques caractères essentiels se dessinaient déjà. Il s'agit, par exemple, de son communautarisme « spontané », où l'adhésion se fait par le contact informel lors des rassemblements des groupes, et de son fondement évangélique, qui inspire toutes ses actions.

Aussi imprégnée de l'esprit de changement de 1968, une volonté d'action sociale est vite née au sein de la communauté fondée par Andrea Riccardi, qui ne portait pas encore le nom de « Sant'Egidio ». Elle se tourne d'abord vers l'assistance aux pauvres des quartiers marginaux de Rome. Par l'entremise des prêtres ouvriers, le groupe d'Andrea Riccardi découvre les bidonvilles, la Rome « ladra e stracciona »<sup>36</sup> popularisée par les romans et les premiers films de Pier Paolo Pasolini. Quelques années plus tard, Andrea Riccardi décrira cette expérience comme représentant au premier abord un choc pour son groupe, composé de jeunes d'extraction bourgeoise peu familiarisés avec la réalité, pourtant proche, des bidonvilles<sup>37</sup>.

Les activités du groupe d'Andrea Riccardi dans la banlieue romaine va alors s'inscrire dans le prolongement avec celles de Roberto Sardelli, peut-être le prêtre ouvrier par excellence de

la Rome des dernières années 1960, qui s'était préoccupé des conditions de vie dans les bidonvilles (logement, hygiène, assistance médicale, accès à l'eau potable)<sup>38</sup> et avait fondé une célèbre école de devoirs : la *Scuola 725*, dans le quartier Tuscolano<sup>39</sup>. Dans d'autres quartiers tels que Garbatella, Ostiense, Monte Sacro ou Primavalle, les jeunes autour d'Andrea Riccardi animent des écoles populaires dans des conditions assez précaires, tantôt dans des *trattorie*, tantôt même dans la rue<sup>40</sup>. Mais cette action sociale est aussi profondément marquée par la vocation évangélique qui marque leur communauté, par un certain sens missionnaire : à côté des écoles populaires, ils organisent des séances de prière collective dans les paroisses de ces quartiers ou même dans des appartements<sup>41</sup>. La sociabilité se fait par la prière et la connaissance de la réalité des bidonvilles, tout un univers composite de misère et de marginalité, est subordonnée à la propagande religieuse, à la promotion des évangiles en tant que source de valeurs devant contribuer à un soulagement moral face aux problématiques sociales de ces quartiers.

La communauté créée en 1968 à l'Oratoire de Saint Philippe Néri croît, depuis ses débuts, grâce au contact interpersonnel, en attirant de nouveaux membres lors de ses rassemblements et grâce aux réseaux personnels de ses membres. Autrement dit, le prosélytisme semble être un élément important dans la vie de la communauté et l'adhésion se fait de manière informelle, spontanément, lorsque quelqu'un commence à fréquenter ses réunions. La plupart des nouveaux membres du groupe provient tant des milieux étudiants romains que de la société des bidonvilles. Ce caractère informel et spontané de l'adhésion est, donc, une autre caractéristique héritée par la Communauté de Sant'Egidio de sa première existence en tant que petit groupe romain, laquelle se maintiendra durablement même lorsque Sant'Egidio deviendra un mouvement global. Andrea Riccardi et son entourage

34. Eugenio Capozzi, « Luigi Giussani e lo spartiacque del '68: da Gioventù studentesca a Comunione e liberazione », *Ventesimo Secolo. Rivista di studi sulle transizioni*, vol. IX, n° 22, 2010, pp. 65-84; Dario Zadra, « Comunione e Liberazione : A Fundamentalist Idea of Power » in Martin E. Marty & R. Scott Appleby (éd.), *Accounting for Fundamentalisms. The Dynamic Character of Movements*, University of Chicago Press, 2004 [1994], pp. 124-148.

35. Andrea Riccardi, *Sant'Egidio, Roma e il mondo. Colloquio con Jean-Dominique Durand e Régis Ladous*, Milano, San Paolo, 1997, pp. 17-19.

36. Angelo Montonati, *Il sapore dell'utopia, La Comunità di Sant'Egidio*, Saronno, Monti, 1999, p. 13.

37. Andrea Riccardi, *Sant'Egidio, Roma [...]*, p. 20.

38. Roberto Sardelli, *Vita di borgata. Storia di una nuova umanità tra le baracche dell'Acquedotto Felice a Roma*, Calimera, Kurumuny, 2013.

39. Fabio Grimaldi, *Non Tacere* [film documentaire], 2007.

40. Angelo Montonati, *Il sapore dell'utopia [...]*, p. 30.

41. *Ibid.*, pp. 30-31.

constituent le noyau central de la communauté, qu'ils dirigent. Ceci est aussi un élément fondamental de la communauté expliquant son fonctionnement, qui se maintiendra également perdurable lorsqu'elle s'éteindra dans le monde : indépendamment de nombreuses communautés fondées avec le nom de « Sant'Egidio », le centre du pouvoir depuis lequel sont prises les décisions importantes, dont celles en matière de politique internationale, réside à Rome et est majoritairement constitué par des membres « historiques », ayant adhéré au groupe d'Andrea Riccardi dans les premières années<sup>42</sup>.

Avec le temps, la question d'avoir un siège stable, soi-disant officiel, commence à se poser. Elle devient pressante à partir du moment où la communauté, suite à l'adhésion en 1972 de son premier prêtre, Vincenzo Paglia<sup>43</sup>, commence aussi à célébrer des messes. Dans une première phase, c'est une chapelle universitaire qui couvre cette fonction. Ensuite, la communauté s'installe auprès d'une communauté camaldule à Saint-Grégoire-à-Celio, puis dans un appartement du centre-ville. En même temps, elle est présente dans dix quartiers de la banlieue, où elle loue souvent des locaux à l'*Istituto Autonomo delle Case Popolari* de Rome<sup>44</sup>. En septembre 1973, la communauté s'installe à Sant'Egidio, un ancien monastère du Trastevere qui appartenait à l'État italien et qui avait été abandonné, quelques années auparavant, par la communauté des carmélitaines qui l'avaient abrité pendant des siècles. Vincenzo Paglia obtient l'accord des autorités ecclésiastiques pour célébrer à nouveau des messes dans l'église, qui donne sur la place homonyme<sup>45</sup>. Elle deviendra ensuite le lieu d'une prière journalière, qui se célèbre tous les soirs, et la communauté adoptera le nom de son nouveau siège.

À partir de 1974, Sant'Egidio commence à s'étendre dans d'autres villes d'Italie. La même année, une épidémie de choléra à Naples motive le voyage de quelques-uns de ses membres au Mezzogiorno. Une communauté est alors

fondée à Naples, mais la création de nouvelles communautés dans d'autres villes italiennes se fera selon la méthode informelle consacrée à Rome, à savoir : la connaissance personnelle de membres de Sant'Egidio inspire des gens à fonder des communautés locales à l'image de celle romaine. La nouvelle communauté adopte le nom de Sant'Egidio, une sorte de « brevet », et une fois qu'elle a atteint une certaine stabilité, elle demande une reconnaissance au diocèse<sup>46</sup>.

Au début des années 1980, la Communauté de Sant'Egidio s'est consolidée comme un mouvement religieux en Italie. Elle compte alors plus de 2.000 volontaires, qui dédient leur temps libre à l'assistance des pauvres des bourgades urbaines : écoles de quartier, aide aux anciens, assistance alimentaire et sanitaire, soutien aux communautés marginées telles les tsiganes ou les immigrés et, bien entendu, réconfort spirituel. Ces activités éveillent la curiosité de l'opinion publique communiste, si importante en Italie à cette époque du *sorpasso elettorale*. À ce moment, le Parti communiste italien (PCI) est proche de dépasser la Démocratie chrétienne en nombre de voix : il avait obtenu de bons résultats aux élections de 1976, 1979 et 1983, et est le parti le plus voté aux élections européennes de 1984. Cela motive un rapprochement du PCI avec les milieux catholiques, qui se traduit politiquement dans le célèbre « compromis historique »<sup>47</sup>. La bienveillance avec laquelle les milieux communistes regardent les activités de la Communauté de Sant'Egidio<sup>48</sup> va s'avérer utile lorsque celle-ci aura besoin du soutien de leurs réseaux à l'heure de ses premières tentatives de médiation au Mozambique.

C'est à partir de ces années que la Communauté de Sant'Egidio entreprend son expansion mondiale, sa « globalisation ». En mai 1986, elle sera reconnue par le Vatican comme « association internationale de fidèles » possédant un statut propre, ce qui implique son institutionnalisation

42. *Ibid.*, pp. 27-184.

43. Il est archevêque aujourd'hui, ainsi que président du Conseil pontifical pour la famille.

44. Andrea Riccardi, *Sant'Egidio, Roma [...]*, pp. 29-31.

45. Angelo Montonati, *Il sapore dell'utopia [...]*, p. 16-21.

46. Gino Battaglia, *Mille Napoli. La comunità di Sant'Egidio e la città*, Naples, Guida, 2008, pp.

58-60; Andrea Riccardi, *Sant'Egidio, Roma [...]*, pp. 61-63.

47. Roberto Gualtieri, « Il PCI, la DC e il vincolo esterno. Una proposta di periodizzazione » in R. Gualtieri (éd.), *Il PCI nell'Italia repubblicana, 1943-1991*, Rome, Carocci, 2005, pp. 47-99 ; Albertina Vittoria, *Storia del PCI 1921-1991*, Rome, Carocci, 2007.

48. Sara Scalia, « Così poveri che nessuno li conosce », *L'Unità*, 20-2-1982, p. 9.

Víctor Fernández Soriano | *La Communauté de Sant'Egidio et le Mozambique (1980-1990)*

dans le droit canonique<sup>49</sup>. Cette globalisation de Sant'Egidio est un phénomène complexe, qui mérite encore d'être étudié en détail. Le schéma semble avoir aussi été le même que celui de son expansion en Italie. Mais ici la socialisation qui est à l'origine de la fondation d'une nouvelle communauté se produit par des raisons disparates : elle peut avoir lieu lorsque des membres de la communauté voyagent à un pays étranger ou bien lorsque des étrangers voyagent en Italie et rencontrent des membres de Sant'Egidio. Dans ce dernier cas de figure, un facteur important est le fait que la Communauté de Sant'Egidio, qui n'avait pas eu de relation directe avec la Curie aux temps de Paul VI, établit une relation fluide avec Jean-Paul II à partir de 1979<sup>50</sup>. En octobre 1986, ce dernier organise une rencontre œcuménique à Assise, à laquelle la Communauté de Sant'Egidio est invitée et où participent environ 200 représentants de l'Église catholique ainsi que d'autres confessions provenant de diverses régions du monde. C'est une occasion pour promouvoir internationalement la Communauté de Sant'Egidio, que ses membres ne manquent pas de saisir. À partir de l'année suivante, la Communauté de Sant'Egidio prendra le relais et commencera à organiser par sa propre initiative des rencontres œcuméniques annuelles, qui vont fort contribuer à multiplier ses réseaux dans le monde<sup>51</sup>. D'autres rencontres organisées parallèlement par le Vatican, notamment les journées mondiales de la jeunesse, peuvent aussi s'avérer un lieu de socialisation motivant la création de nouvelles communautés de Sant'Egidio à l'étranger<sup>52</sup>. Ce fut le cas de Bruxelles, dont la communauté fut fondée suite aux journées mondiales de la jeunesse tenues à Paris en 1997<sup>53</sup>.

Cela étant, il y a même une troisième raison à l'origine de cette globalisation : l'intérêt

de Sant'Egidio pour les zones en conflit. Dans son esprit philanthropique et sa vocation missionnaire, le groupe d'Andrea Riccardi va finir par s'intéresser à des régions du monde où des crises humanitaires étaient en cours, notamment à celles où la violence se dirigeait aussi envers les églises locales. Un premier exemple fut le cas du Salvador : la Communauté de Sant'Egidio va commémorer chaque année à Rome l'anniversaire de la mort de l'archevêque de San Salvador, Óscar Romero, tué en 1980 par la dictature de son pays<sup>54</sup>. En octobre 1983, à l'occasion de la visite du leader des druzes libanais Wallid Jumblatt à Rome, où il s'entretient avec le président du Conseil italien Bettino Craxi, avec le pape et avec le secrétaire général du PCI Enrico Berlinguer en vue d'une conférence de paix au Liban<sup>55</sup>, la Communauté de Sant'Egidio parvient à réunir, dans ses locaux, celui-ci avec le patriarche de l'église grecque melkite Maxime V Hakim<sup>56</sup>. Cette rencontre est à la base de la pacification du village libanais de Deir-el-Khamar<sup>57</sup> et préfigure les accomplissements postérieurs de Sant'Egidio en matière de résolution de conflits<sup>58</sup>.

Dans ce contexte s'encadre la première expérience internationale de la Communauté de Sant'Egidio et son début en tant que médiateur dans la résolution de conflits : son implication dans la guerre civile du Mozambique, un conflit auquel elle s'intéresse depuis la fin des années 1970.

## Un acteur des relations internationales grâce au Mozambique

Le nom de Sant'Egidio est aussi lié à l'histoire récente du Mozambique : les négociations mettant fin à la guerre civile qui ravagea cette an-

49. Conseil pontifical pour les Laïcs, répertoire des associations internationales de fidèles [en ligne].
50. Andrea Riccardi, *Sant'Egidio, Roma [...]*, pp. 71-82.
51. Andrea Riccardi, *La pace preventiva. Speranze e ragioni in un mondo di conflitti*, Milan, San Paolo, 2004, pp. 187-205.
52. Angelo Montonati, *Il sapore dell'utopia [...]*, p. 132.
53. Christian Laporte, « Sant'Egidio : 15 ans de présence active », *La Libre Belgique*, 6-10-2012 [en ligne].
54. Angelo Montonati, *Il sapore dell'utopia [...]*, p. 133.
55. « Jumblatt da Craxi e in Vaticano », *Il Messagero*, 7-10-1983, pp. 1-2 et 21.

56. « Jumblatt e il patriarca greco discutono sui 35 mila cristiani assediati », *Il Messagero*, 8-10-1983, p. 2.
57. Mario Giro, « Il Mediterraneo e la Comunità di Sant'Egidio. Mediterraneo: un mare plurale » in Dominique Bendo-Soupou (dir.), *Géopolitique méditerranéenne*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 149.
58. Inexplicablement, toute la littérature se référant à cet épisode le situe en 1982. À la base de cette erreur se trouvent les informations officielles produites par la Communauté de Sant'Egidio elle-même, qui parlent de 1982 sans préciser la date exacte de la rencontre entre Wallid Jumblatt et Maxime V. Or, cette rencontre eut bel et bien lieu le 7 octobre 1983, comme le prouve la presse d'information de l'époque.

cienne colonie portugaise pendant trente ans se déroulèrent au siège de la Communauté de Sant'Egidio à Rome au début des années 1990. Après plusieurs tentatives avortées de médiation entreprises par plusieurs gouvernements, c'est l'équipe d'Andrea Riccardi qui parvient à assoir les belligérants mozambicains autour d'une table de négociations, ouvrant la voie à une pacification définitive en 1992. C'est la première grande expérience de la Communauté de Sant'Egidio en politique internationale, conclue avec un succès qui lui permettra d'avoir la reconnaissance de la communauté internationale, au point qu'elle devient l'organisation spécialisée dans la résolution de conflits qu'elle est aujourd'hui. Aussi, fait chargé de signification en politique internationale, un acteur privé intervient d'une manière directe dans une guerre civile, qui lui complètement étrangère, en tant que modérateur des pourparlers de la paix légitimé par les deux parties en litige.

L'expérience de Sant'Egidio au Mozambique intervient dans un contexte de prolifération des acteurs humanitaires dans les zones en conflit. Ce phénomène est, dans un premier temps, lié à l'évolution de la guerre froide. Dans un contexte de polarisation mondiale, les guerres civiles finissent souvent par se confondre avec la conflictualité de la guerre froide lorsque l'une des factions tend à s'identifier avec le communisme. Dans des régions particulièrement pauvres, où la guerre entraîne fréquemment des crises humanitaires, les organisations non-gouvernementales se font présentes. Dans les années 1980, elles vont occuper de plus en plus l'espace des zones en conflit au fur et à mesure que les puissances, suite à des guerres comme celles du Vietnam ou d'Afghanistan (mais aussi de la guerre d'Angola ou de la crise d'Éthiopie de 1977-1978), se montrent de moins en moins disposés à intervenir. Dans ce contexte, les activités initiales de Sant'Egidio au Mozambique sont très similaires à celles d'autres groupes chrétiens en Occident, qui contribuent par leur aide à freiner les crises humanitaires provoquées par des conflits comme la guerre d'indépendance de l'Érythrée<sup>59</sup>.

Toutefois, ce qui est particulier dans le cas de la Communauté de Sant'Egidio au Mozambique est qu'elle parvint à aller particulièrement loin en assumant la fonction de médiateur du conflit. Son expérience anticipe un phénomène qui va se généraliser notamment dans les années 1990 : la délégation par les gouvernements internationaux aux acteurs humanitaires de fonctions politiques dans les zones en conflit, contribuant à la *privatisation* de la guerre<sup>60</sup>.

En 1976, Jaime Pedro Gonçalves, jeune évêque de Beira, deuxième ville du Mozambique, commence à fréquenter le siège de la Communauté de Sant'Egidio au Trastevere. Il prend contact avec la communauté à travers l'un de ses membres, le prêtre Ambrogio Spreafico, originaire du village lombarde de Garbagnate Monastero, où Gonçalves a fait une partie de sa formation théologique avant de devenir évêque en 1975<sup>61</sup>. Dans ses visites à Sant'Egidio, Gonçalves dénonce la situation au Mozambique, un pays qui demeure en état de guerre après son indépendance du Portugal en 1975 à cause d'un affrontement entre les forces du nouvel État, représenté par le parti unique communiste FRELIMO (*Frente de Libertação de Moçambique*), et la guérilla réactionnaire RENAMO (*Resistência Nacional Moçambicana*), laquelle est soutenue par les régimes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud<sup>62</sup>. La guerre au Mozambique constitue un type de terrain approprié pour projeter la vocation altruiste de la Communauté de Sant'Egidio envers le « Tiers-Monde » : une crise humanitaire en cours, une église locale menacée et une faible intervention de la communauté internationale<sup>63</sup>. L'amitié avec Monseigneur Gonçalves, qui se consolide tout au long des dernières années 1970 et au début des années 1980, avec des visites périodiques de celui-ci à Rome, offre l'occasion et conduit Sant'Egidio à se tourner vers le Mozambique et pas vers un autre pays.

À partir de 1984, la Communauté de Sant'Egidio s'affirme comme un mouvement global et dispose de plus en plus de moyens logistiques. Au fur et à mesure qu'elle s'étend, ses sources

59. William E. DeMars, « Contending Neutralities: Humanitarian Organizations and War in the Horn of Africa » in Jackie Smith, Charles Chatfield & Ron Pagnucco (éd.), *Transnational Social Movements and Global Politics: Solidarity beyond the States*, Syracuse University Press, 1997, pp. 101-122.

60. William E. DeMars, « War and Mercy in Africa », *World Policy Journal*, vol. 17, n° 2, été 2000, pp. 1-10.

61. Roberto Morozzo della Rocca, *Mozambico, dalla guerra alla pace. Storia di una mediazione insolita*, Milan, San Paolo, 1994, pp. 19-21 et n. 3.

62. Hans Abrahamsson & Anders Nilsson, *Mozambique, the trouble transition: from socialist construction to free market capitalism*, Londres, Zed Books, 1995; José Medeiros Ferreira, *Portugal em transe (1974-1985)*, Lisbonne, Estampa, 1994.



de financements, principalement des dons et du sponsoring ou des aides institutionnelles à ses initiatives<sup>64</sup>, se multiplient en toute logique dans un contexte global. La Communauté entreprend alors une série d'envois d'aide humanitaire – des aliments, des médicaments et des produits destinés à des projets de développement – par avion et par bateau<sup>65</sup>. Or, les projets des dirigeants de Sant'Egidio pour le Mozambique vont bientôt aller au-delà de l'aide humanitaire : leur connaissance croissante de la situation politique mozambicaine va les convaincre de leurs capacités à tenter une initiative politique et à se situer eux-mêmes en tant qu'interlocuteurs des combattants afin d'ouvrir des voies vers la pacification du conflit. Dans ce contexte, deux noms doivent être spécialement mentionnés, car ils correspondent aux deux membres de Sant'Egidio qui représentent la communauté tout au long de l'expérience mozambicaine : l'incontournable Andrea Riccardi et Matteo Zuppi. Ce dernier en est membre depuis 1971 et a été ordonné prêtre en 1981<sup>66</sup>. Son intérêt personnel pour les questions africaines le conduira à être le responsable de la communauté pour ces affaires<sup>67</sup>.

Le choix du Mozambique s'encadre également dans le contexte de la politique italienne de l'époque. Le Mozambique n'était un pays inconnu ni pour la politique ni pour l'opinion publique italiennes<sup>68</sup>. En août 1984, un journaliste écrivait dans les pages de *La Repubblica* qu'« une soudaine fièvre mozambicaine s'épand parmi les hommes les plus importants de l'Italie » au vu de la multiplication de contacts entre les autorités mozambicaines et des hommes politiques ainsi qu'entrepreneurs italiens, dont l'alors ministre des Affaires étrangères Giulio Andreotti, l'alors président de l'*Istituto per la Ricostruzione Industriale* Romano Prodi et le président de la FIAT Gianni Agnelli<sup>69</sup>. L'État italien investissait au Mozambique depuis son indépendance dans le

cadre de la coopération au développement européenne. À partir des années 1980, il y contribuera largement aux grands projets d'infrastructure, jusqu'au point de devenir le premier pays donateur au tournant de la décennie<sup>70</sup>. Le Mozambique reste même aujourd'hui le principal bénéficiaire de l'aide italienne dans le continent africain<sup>71</sup>. Cette attention pour le Mozambique dans la politique étrangère italienne était en bonne mesure motivée par la multiplication des investissements italiens dans ce pays après son indépendance. À compter de 1975, de nombreuses entreprises italiennes investissent dans les grands travaux publics mozambicains comme la construction d'infrastructures énergétiques, de routes ou de chemins de fer. Des banques italiennes comme Mediocredito octroient des emprunts au gouvernement du FRELIMO<sup>72</sup>.

De surcroît, les facteurs politiques ne sont pas non plus étrangers à l'intérêt des milieux italiens pour le Mozambique. Le Parti communiste italien accorde une attention spéciale au Mozambique dans les années 1970-1980. Pour une bonne partie de la gauche italienne et notamment pour le PCI, le Mozambique éveille une certaine fascination, en tant que laboratoire d'une sorte de voie africaine du socialisme. Le PCI avait entretenu de bonnes relations avec le FRELIMO déjà à l'époque de la guerre d'indépendance contre le Portugal<sup>73</sup>. Dina Forti, longtemps responsable au sein du PCI des relations avec les mouvements de libération, était devenue une personne de confiance du leader du FRELIMO Samora Machel après s'être rendue plusieurs fois dans les camps d'entraînement et dans les zones libérées par le FRELIMO dans les années 1960. En 1977, elle avait été nommée assistante personnelle de Samora Machel, devenu entre-temps président du Mozambique, avec la charge de le conseiller à l'égard des organisations internationales.

63. Luís Benjamin Serapião, « The Catholic Church and conflict resolution in Mozambique's post-colonial conflict, 1977-1992 », *Journal of Church and State*, vol. 46, n° 2, 2004, pp. 365-387.

64. Angelo Montonati, *Il sapore dell'utopia [...]*, pp. 168-169.

65. Roberto Morozzo della Rocca, *Mozambico, dalla guerra alla pace [...]*, pp. 31-32.

66. Angelo Montonati, *Il sapore dell'utopia [...]*, pp. 135-136.

67. Il est, depuis janvier 2012, évêque auxiliaire du diocèse de Rome.

68. Luca Bussotti & Antonella De Muti, « Italy and Mozambique: Science, Economy and Society within a History on an Anomalous Cooperation »,

*Advances in Historical Studies*, vol. 2, n° 4, 2013, pp. 185-193.

69. Pietro Petrucci, « La rivoluzione che guarda all'Italia », *La Repubblica*, 12-8-1984, p. 10.

70. Ministère des Affaires étrangères d'Italie, DG de la coopération au développement, « Quadro Paese Stream 2013-2015. Mozambico », Rome, 1<sup>er</sup>-10-2013.

71. Ministère des Affaires étrangères d'Italie, DG de la coopération au développement, initiatives : Mozambique [en ligne].

72. Luca Bussotti & Antonella De Muti, « Italy and Mozambique [...] », p. 192-193.

73. Luca Bussotti & Antonella De Muti, « Italy and Mozambique [...] », p. 188-190.

Elle résida au Mozambique jusqu'en 1981<sup>74</sup>. Par ailleurs, à Reggio-Emilia, un Comité d'aide sanitaire au peuple mozambicain, parrainé par Enrico Berlinguer, existait depuis juillet 1970 sous la direction de Giuseppe Soncini, homme politique communiste actif en Émilie-Romagne, qui voyagea aussi plusieurs fois au Mozambique invité par le FRELIMO<sup>75</sup>. Ce comité s'était révélé une expérience à succès, devenant un cas pionnier de la coopération au développement d'initiative municipale<sup>76</sup>. Au début des années 1980, le PCI semble ainsi vouloir renforcer ses relations avec le Mozambique par le biais d'une relance de sa coopération avec le FRELIMO. Enrico Berlinguer est invité par Samora Machel, en juillet 1982, à voyager au Mozambique à la tête d'une délégation du PCI<sup>77</sup>, un projet qui sera interrompu par la mort inopinée de Berlinguer deux ans plus tard. Afin de préparer ce voyage, le PCI envoie, dans les mois qui suivent, une série de personnes au Mozambique chargées d'évaluer l'état de la coopération et le terrain pour de possibles nouveaux projets : Giulio Bellini, qui s'entretient avec plusieurs députés mozambicains entre le 8 et le 21 août 1982<sup>78</sup> ; Carlo Pinzani et Armando Cipriani, qui étudient les aspects éducatifs et la formation des cadres par le FRELIMO du 11 au 18 décembre 1983<sup>79</sup> ; et Giovanni Berlinguer<sup>80</sup>, qui accompagne un « bateau de la solidarité », avec des représentants des syndicats et des partis socialiste et libéral, dans un voyage avec escales à Lusaka, Maputo et Dar es Salaam<sup>81</sup>.

Sur ce toile de fond, les chemins de la Communauté de Sant'Egidio et du PCI se croisent à l'égard de cette question. Des premiers contacts

sont établis entre les deux en 1982. Le 30 septembre de cette même année, une rencontre est organisée au siège de Sant'Egidio entre Jaime Gonçalves et Enrico Berlinguer, qui se fait accompagner par Gerardo Chiaromonte, alors président du groupe communiste au Sénat italien et étroit collaborateur d'Enrico Berlinguer. Gonçalves leur expose la position de l'Église mozambicaine et leur suggère d'user de son influence auprès des autorités du FRELIMO afin de détendre la situation<sup>82</sup>. Cette réunion obtient le résultat escompté, vu que Berlinguer s'efforcera par la suite de convaincre le gouvernement mozambicain d'adoucir son attitude par rapport à l'Église<sup>83</sup>. Une deuxième et dernière rencontre entre Gonçalves et Berlinguer aura lieu au siège du PCI à Rome, peu de jours avant la mort inopinée d'Enrico Berlinguer le 11 juin 1984<sup>84</sup>. Après la disparition de ce dernier, son successeur Giancarlo Pajetta continue la même politique de rapprochement envers l'église mozambicaine<sup>85</sup>. L'action des dirigeants du PCI auprès des autorités du FRELIMO en faveur de l'Église mozambicaine contribue ainsi à ouvrir la voie à la Communauté de Sant'Egidio.

Sant'Egidio commence à avoir une présence directe au Mozambique à partir de l'été 1984. Un Comité d'Amis du Mozambique est alors créé au sein de la Communauté<sup>86</sup>. En août de cette année, Andrea Riccardi et Matteo Zuppi arrivent à Maputo pour la première fois, accompagnant les deux premiers avions d'aide humanitaire envoyés par la Communauté de Sant'Egidio, dont le chargement est destiné principalement aux districts de Machanga et de Buzi, dans la zone de

74. « Dina Forti », profil biographique en tant que membre de l'Ordre des Compagnons d'O.R. Tambo, 2014 [en ligne].

75. En avril 2013, tant Dina Forti que Giuseppe Soncini, ce dernier à titre posthume, ont obtenu, en raison de leurs activités de coopération dans la région de l'Afrique du Sud, le prix de l'Ordre des Compagnons d'Oliver Reginald Tambo, décerné par le président de la République sud-africaine et portant le nom d'un des héros de la lutte anti-apartheid : déclaration à la presse de la présidence la République sud-africaine concernant l'octroi d'ordres nationaux en 2013 (Pretoria, 22-4-2013) ; communiqué de presse de la commune de Reggio nell'Emilia (25-4-2013).

76. Carmelo Mario Lanzafame & Carlo Podaliri, *La stagione della solidarietà sanitaria a Reggio Emilia: Mozambico 1963-1977*, Turin, L'Harmattan, 2004.

77. Fondazione Istituto Gramsci, archives historiques du PCI, MF 0512 1546-1551.

78. *Ibid.*, MF 0512 1553-1557.

79. *Ibid.*, MF 0567 734-749.

80. Le frère d'Enrico Berlinguer.

81. Fondazione Istituto Gramsci, archives historiques du PCI, MF 8404 113-119.

82. Archives du Comité d'Amis du Mozambique, Communauté de Sant'Egidio, fonds Andrea Riccardi, note manuscrite du 30-9-1982 : Roberto Morozzo della Rocca, *Mozambico, dalla guerra alla pace [...]*, p. 26.

83. Paolo Borruso, *Il PCI e l'Africa indipendente: apogeo e crisi di un'utopia socialista (1956-1989)*, Milan, Le Monnier Università, 2009, pp. 189-191.

84. Archives du Comité d'Amis du Mozambique, Communauté de Sant'Egidio, fonds Andrea Riccardi, notes manuscrite du 28-6-1984 : Roberto Morozzo della Rocca, *Mozambico, dalla guerra alla pace [...]*, p. 27.

85. Paolo Borruso, *Il PCI e l'Africa indipendente [...]*, p. 191.

86. Leone Gianturco, « La pace in Mozambico » in Roberto Morozzo della Rocca (éd.), *Fare Pace [...]*, pp. 28-29.

Sofala<sup>87</sup>. Là-bas, ils sont même reçus par les ministres mozambicains de l'Intérieur, des Affaires extérieures et du Commerce<sup>88</sup>. Cette entente naissante avec le gouvernement du FRELIMO va permettre à la Communauté de Sant'Egidio de multiplier en peu de temps leurs projets au Mozambique, à un moment particulièrement délicat pour la coopération au développement italien, vu que deux techniciens italiens avaient été assassinés par la RENAMO en septembre 1984<sup>89</sup>. Matteo Zuppi sera chargé de coordonner ces projets, très souvent directement sur les lieux et en collaboration avec les autorités mozambicaines et avec Caritas internationale<sup>90</sup>. Parallèlement, la Communauté étend ses réseaux de solidarité en Italie, ce qui permet d'accroître le volume des aides et de renforcer ses liens avec les communautés missionnaires présentes au Mozambique. Tandis qu'elle gagne la faveur des autorités du FRELIMO et multiplie ses contacts avec le ministère des Affaires étrangères italien, alors dirigé par Giulio Andreotti. Sant'Egidio établit alors une collaboration avec le sous-secrétaire de ce ministère, le socialiste Mario Raffaelli, lequel jouera un rôle essentiel dans les négociations de paix mozambicaines quelques années plus tard<sup>91</sup>. Bref, la Communauté de Sant'Egidio devient ainsi un lobby humanitaire, spécialisé d'abord dans la question mozambicaine, avec une influence croissante sur la politique italienne, vaticane et, bien entendu, mozambicaine.

Entre août 1984 et juin 1985, la Communauté de Sant'Egidio envoie quatre autres avions d'aide humanitaire, contenant des denrées alimentaires, des médicaments, du matériel sanitaire et des machines textiles. En même temps, elle entreprend ses premiers projets de coopération au développement en matière de pêche et agriculture, et de développement de la petite industrie textile<sup>92</sup>. Le 4 novembre 1986, part du port de Livourne le premier navire de solidarité pour

le Mozambique envoyé par la Communauté de Sant'Egidio. Ce n'est pas la première initiative de ce genre partant de l'Italie : quelques mois auparavant, un autre navire humanitaire envoyé à Maputo par la commune de Reggio-Calabria avait, par exemple, provoqué un scandale à cause d'une trame de corruption derrière la collecte des aides<sup>93</sup>. Or, le navire du Comité d'Aide au Mozambique de Sant'Egidio surprend par ses chiffres : il contient plus de 3.500 tonnes de matériel médical, scolaire et agricole, collectées par 5.000 volontaires auprès de plus de 25.000 personnes. Au port de Livourne, se trouvent ce jour-là Matteo Zuppi, Jaime Gonçalves, Mario Raffaelli au nom du gouvernement italien et un ministre au nom du gouvernement mozambicain<sup>94</sup>. En 1988, un deuxième navire de Sant'Egidio encore plus grand arrivera au Mozambique, chargé cette fois de 7.000 tonnes d'aide principalement alimentaire<sup>95</sup>.

Les réseaux forgés dans la période 1984-1986 seront la base d'une promotion de la paix au Mozambique par la Communauté de Sant'Egidio dans les années successives. Dans ce sens, Sant'Egidio ne pouvait pas se passer du Vatican. Un des premiers objectifs intrinsèques à ses activités de lobbying pendant ces années semble, en effet, être l'implication de la diplomatie vaticane dans la question mozambicaine<sup>96</sup>. En juin 1985, la Communauté de Sant'Egidio organise une première rencontre entre un membre du gouvernement mozambicain, le ministre de l'Information José Luiz Cabaço, et monseigneur Achille Silvestrini, responsable des affaires étrangères du Saint-Siège<sup>97</sup>. Cabaço, intellectuel qui parle

87. « Mozambico, gli aiuti della Comunità di Sant'Egidio nella zona di Sofala », Comunità di Sant'Egidio, 9-3-2001 [en ligne].  
 88. Roberto Morozzo della Rocca, *Mozambico, dalla guerra alla pace [...]*, pp. 31-32.  
 89. Sandro Pintus, « Mozambico, assassinati i due italiani », *La Repubblica*, 7-10-1984, p. 10.  
 90. Roberto Morozzo della Rocca, *Mozambico, dalla guerra alla pace [...]*, p. 31.  
 91. Cameron Hume, *Ending Mozambique's War. The Role of Mediation and Good Offices*, Washington D.C., U.S. Institute of Peace, 1994, p. 18.  
 92. Alceste Santini, « Trastevere, cinque aerei per portare aiuti al Mozambico », *L'Unità*, 25-6-1985, p. 17.

93. Raffaella Capitani, « I misteri di quella nave pro-Africa », *L'Unità*, 20-9-1986, p. 6.  
 94. « Una nave di aiuti italiani è partita per Maputo », *La Repubblica*, 5-11-1986, p. 13.  
 95. Leone Gianturco, « La pace in Mozambico », p. 30.  
 96. Le degré de telle implication ne pourra être connu avec exactitude, bien entendu, lorsque les archives vaticanes resteront classifiées.  
 97. Archives du Comité d'Amis du Mozambique, Communauté de Sant'Egidio, fonds Andrea Riccardi, notes manuscrite du 13-6-1985 : Roberto Morozzo della Rocca, *Mozambico, dalla guerra alla pace [...]*, p. 32, n. 34.

l'italien<sup>98</sup>, est devenu entre-temps le principal interlocuteur de Sant'Egidio au sein du gouvernement mozambicain. Ce canal de communication permet d'organiser une rencontre entre le pape Jean-Paul II et le président du Mozambique Samora Machel lors d'une escale aérienne de ce dernier à Rome en septembre 1985<sup>99</sup>. Le 5 mai 1987, c'est le tour au successeur de Machel, Joaquim Chissano<sup>100</sup>, de se rendre au Vatican, où il est reçu en audience privé par le pape<sup>101</sup>. En septembre 1987, Jean-Paul II visite le Mozambique, à l'occasion d'un voyage dans plusieurs pays de l'Afrique méridionale<sup>102</sup>. Pendant son séjour, la guérilla de la RENAMO cesse temporairement le feu dans les trois provinces où il se rend<sup>103</sup>.

La Communauté de Sant'Egidio est ainsi en mesure, à la fin des années 1980, de s'impliquer directement dans le conflit mozambicain en cherchant des voies pour la pacification. Étant devenue un mouvement implanté dans le pays<sup>104</sup>, en entente avec les autorités gouvernementales et épaulée par les diplomaties vaticane et italienne, elle se fixe ensuite comme objectif d'établir des contacts avec la guérilla de la RENAMO<sup>105</sup>. La piste pour contacter la RENAMO provient du réseau personnel de Matteo Zuppi. Celui-ci connaît Bertina Lopes, une artiste d'origine mozambicaine<sup>106</sup> naturalisée italienne en 1965, sympathisante des milieux communistes<sup>107</sup>. Bertina Lopes connaît aussi un Italien

se faisant appeler « Juanito Bertuzzi », lequel est en contact avec la RENAMO. Bertuzzi met Zuppi en communication avec un représentant de la RENAMO à l'étranger basé en Allemagne fédérale : Artur Da Fonseca<sup>108</sup>. En décembre 1987, Matteo Zuppi et Artur Da Fonseca se rencontrent dans l'appartement de Bertina Lopes à Rome<sup>109</sup>. Pour avoir une preuve de la représentativité de Fonseca, Zuppi demande à Fonseca que la RENAMO libère une religieuse portugaise de 65 ans qui avait été enlevée au Mozambique quelques jours auparavant. Celle-ci est libérée au Malawi le 25 avril 1988<sup>110</sup>. Quatre jours plus tard, Artur De Fonseca et Jaime Gonçalves se réunissent pour la première fois dans un couvent de franciscains à Lisbonne. D'autres rencontres suivront à Rome dans les semaines successives. Grâce à ces contacts, une première rencontre secrète entre Jaime Gonçalves et le président de la RENAMO Afonso Dhlakama sera vite organisée. Elle a lieu le 4 ou le 5 juin 1988 à Gorongosa, un parc riche en flore et en faune qui, abandonné au début de la guerre, était devenu un champ de bataille et un centre du pouvoir de la RENAMO<sup>111</sup>. Gonçalves a été embarqué la veille dans un avion privé au Lesotho, persuadé qu'il serait conduit au Zaïre. Or, il atterrit au milieu de la nuit à Gorongosa. Là, il s'entretient pendant environ deux heures avec Dhlakama, avant d'être rembarqué et conduit ailleurs<sup>112</sup>. Dans des déclarations récentes à l'égard de cet épisode, Gonçalves a affirmé qu'il y trouva un quartier géné-

98. Il fut professeur d'anthropologie au Brésil avant l'indépendance du Mozambique et fit une thèse de doctorat sur les identités postcoloniales dans son pays dans les années 2000 : Peter Fry, « Pontos de vista sobre a descolonização em Moçambique », *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, vol. 26, n° 76, juin 2011, pp. 207-211.
99. « Il leader mozambicano sosta a Roma. 'Visita breve ma utile' », *La Repubblica*, 29-9-1985, p. 11.
100. Samora Machel meurt dans un crash d'avion lorsqu'il survole le territoire sud-africain le 19 octobre 1987.
101. « Pope, Mozambican President Discuss Vatican Ties », *United Press International*, 7-5-1987.
102. À l'exception de l'Afrique du Sud : Domenico del Rio, « Wojtyla, Africa Amara », *La Repubblica*, 20-9-1988, p. 16.
103. Domenico del Rio, « Il Mozambico chiede al papa l'aiuto per tornare alla pace », *La Repubblica*, 18-9-1988, p. 14.
104. Pierre Anouilh, « Sant'Egidio au Mozambique [...] », p. 19.
105. Andrea Riccardi, *La pace preventiva [...]*, pp. 128-133.
106. Elle organise une exposition au prestigieux Palazzo Venezia de Rome en 1986 : Dario Micacchi, « Fiori e spine del Mozambico nei totem di Bertina Lopes », *L'Unità*, 5-10-1986, p. 18.
107. Claudio Crescentini, *Bertina Lopes, tutto (o quasi)*, Rome, Palombi, 2014.
108. Carrie Manning, « Constructing Opposition in Mozambique : Renamo as Political Party », *Journal of Southern African Studies*, vol. 24, n° 1, mars 1998, pp. 161-189.
109. Témoignage de Matteo Zuppi dans une émission de Radio vaticane concernant la parution du livre sur Bertina Lopes citée dans la note 81, 24-5-2014 [en ligne].
110. Archives du Comité d'Amis du Mozambique, Communauté de Sant'Egidio, fonds Andrea Riccardi, relation sur la libération de sœur Lucia Baptista, 30-4-1988 : Roberto Morozzo della Rocca, *Mozambico, dalla guerra alla pace [...]*, pp. 67-68, n. 11.
111. Luís Benjamin Serapião, « From Rome to Gorongosa, the Peace Agreement between Frelimo and Renamo » [communication à un colloque], African Studies Association 56<sup>th</sup> Annual Meeting, Baltimore, 21/24-11-2013.
112. Roberto Morozzo della Rocca, *Mozambico, dalla guerra alla pace [...]*, p. 72 ; Leone Gianturco, « La pace in Mozambico », p. 31.

ral de la RENAMO aux abois, sans ressources et sans nourriture, et prêt à négocier un cessez-le-feu. En revanche, Dhlakama a rebattu ses propos en disant que la RENAMO contrôlait alors la plupart du pays. Pour lui, Gonçalves aurait été envoyé par le pape pour lui prier de ne pas attaquer les villes, ce qu'il nie avoir alors été en train de faire : « Je me souviens que je demandai à Don Jaime de transmettre ce message au pape, à la communauté internationale et tout particulièrement aux Mozambicains, et lui se proposa comme intermédiaire d'une négociation pour la paix, ce que j'acceptai »<sup>113</sup>. Quoi qu'il en fût, cette rencontre servit à établir une voie de communication entre Sant'Egidio et la RENAMO.

En 1989, le FRELIMO et la RENAMO commencent à se montrer disposés à négocier la paix<sup>114</sup>. À ce moment, la Communauté de Sant'Egidio possède les instruments essentiels nécessaires pour s'occuper de la médiation d'un tel processus. Il lui reste à recevoir l'aval de la communauté internationale, c'est-à-dire à obtenir le consentement tacite des gouvernements ayant des intérêts politiques ou économiques dans le pays en guerre. Or, ces derniers n'ont pas a priori de raison pour céder leur place dans un éventuel processus de pacification à une organisation privée, d'autant plus que l'accord de paix mettant fin à la guerre civile en Angola, signée le 22 décembre 1988, a été arbitrée par les Nations Unies et le gouvernement de Ronald Reagan. Le résultat a été un accord « tripartite », souscrit par l'Angola, mais aussi par l'Afrique du Sud et par Cuba<sup>115</sup>. Les gouvernements intéressés par le Mozambique ne laisseront la voie libre à la Communauté de Sant'Egidio que si, après quelques tentatives avortées, ils constateront la supériorité tactique de celle-ci afin de coordonner les négociations de paix mozambicaines.

En fait, plusieurs gouvernements vont tenter d'ouvrir un processus de paix au Mozambique en 1989. Les pays voisins ainsi que le Portugal

aspirent depuis quelque temps à avoir la tutelle d'un tel processus, tandis que les puissances de la guerre froide s'inquiètent de la durée excessive des conflits au Mozambique et en Angola. En octobre 1987, Ronald Reagan convainc le président Chissano de décréter une amnistie aux prisonniers politiques<sup>116</sup>. En avril 1989, Margaret Thatcher visite Maputo conjointement avec le ministre des Affaires étrangères sud-africain Pik Botha et avec le chargé soviétique aux affaires africaines Anatoly Adamishin, avec le but d'augmenter la pression sur le gouvernement de Chissano pour qu'il entame un processus de réconciliation avec la RENAMO<sup>117</sup>. Des conversations exploratoires sont organisées dans les mois suivants à Nairobi, sous la tutelle des gouvernements du Kenya, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Mais celles-ci se soldent en échec en août 1989<sup>118</sup>.

Entre-temps, la Communauté de Sant'Egidio a gagné la confiance de la RENAMO, qui s'adresse au pape et à celle-ci pour annoncer sa volonté de faire taire les armes dans quelques régions du Mozambique. Riccardi, Zuppi et leur groupe essayent de faire voyager Afonso Dhlakama à Rome avec le soutien du gouvernement italien, qui facilite l'octroi des visas<sup>119</sup>. Finalement, Dhlakama arrive à Rome pendant la deuxième semaine de mars 1990. Là, il est accueilli au siège de Sant'Egidio au Trastevere et rencontre des officiers du ministère des Affaires étrangères. Quelques jours plus tard, son opposant Chissano est à Washington, où il est reçu par George Bush à la Maison blanche. Lors de la conférence de presse qui suit leur réunion, les deux déclarent que le gouvernement mozambicain est prêt à ouvrir des négociations avec la RENAMO<sup>120</sup>. En avril 1990, la Communauté de Sant'Egidio sonde le terrain du côté du FRELIMO en recevant à Rome le ministre mozambicain du Travail Aguiar Mazula, qu'ils mettent en contact avec des représentants des diplomaties italienne et vaticane<sup>121</sup>. La possibilité de négocier la paix à Rome sous la

113. « Dhlakama irrita-se e chama Dom Jaime de Satanás », *O País* [presse mozambicaine], 24-10-2012 [en ligne].

114. « Renamo disposta a deporre le armi », *La Repubblica*, 16-7-1989, p. 13.

115. Documents des Nations Unies, A/43/989 S/20348, note verbale du représentant permanent des États-Unis au Secrétaire général, New York, 22-12-1988.

116. Cameron Hume, *Ending Mozambique's War [...]*, p. 21.

117. José Francisco Lynze Zagallo Pavia, « New approaches on the causes and dynamics of the civil

war in Mozambique (1976-1992) » [communication à un colloque], *Southern Africa in the Cold War post-1974*, London School of Economics, 30/31-1-2009.

118. Jane Perlez, « Mozambican government ready to start meeting with guerrillas », *The New York Times*, 18-7-1989 [en ligne].

119. Roberto Morozzo della Rocca, *Mozambique, dalla guerra alla pace [...]*, pp. 92-94.

120. « Bush calls for peace talks in Mozambique », *The New York Times*, 14-3-1990 [en ligne].

121. Cameron Hume, *Ending Mozambique's War [...]*, p. 31.

médiation de Sant'Egidio semble alors se profiler<sup>122</sup>.

Une dernière tentative de pourparlers sous la tutelle des gouvernements a lieu le 12 juin 1990 à Blantyre, au Malawi, avec la présence d'Afonso Dhlakama et de représentants du gouvernement mozambicain, avec la médiation des gouvernements du Malawi et du Kenya, et avec l'aval de notamment les gouvernements des États-Unis et du Portugal. Un jour plus tard, ces négociations échouent et sont brusquement interrompues<sup>123</sup>. À partir de ce moment, seule la Communauté de Sant'Egidio semble être en mesure d'assurer la médiation entre les deux camps belligérants au Mozambique. Dans les deux semaines qui suivent, aussi bien le FRELIMO que la RENAMO demandent à la Communauté de Sant'Egidio d'accueillir, chez elle à Rome et aussitôt que possible, les pourparlers pour la paix<sup>124</sup>. Les gouvernements et les organisations internationales doivent ainsi céder le passage à un acteur privé, la Communauté de Sant'Egidio. Celle-ci s'appuiera à la fois dans cette expérience sur ses alliés traditionnels : l'Église catholique et la diplomatie italienne.

Entre le 8 et le 10 juillet 1990, une délégation du FRELIMO et une autre de la RENAMO parlent, pour la première fois, ouvertement des conditions de la paix dans les locaux de Sant'Egidio à Rome<sup>125</sup>. Ce n'est que le début d'un long et délicat processus de négociation, tenu au monastère du Trastevere en plusieurs rounds de négociation, lequel aboutira dans la signature de l'Accord général de paix le 4 octobre 1992. Pendant la plupart de ce processus, les délégations sont dirigées par Raul Domingos, responsable des relations extérieures de la RENAMO, et par Armando Guebuza, alors ministre du Transport et des Communications –et aujourd'hui président– du Mozambique. Andrea Riccardi, Matteo Zuppi et Jaime Gonçalves participent aux négociations d'emblée en tant qu'observateurs. Ils sont accompagnés d'un quatrième observateur : Mario Raffaelli<sup>126</sup>. Celui-ci, au moment de l'ouverture

des pourparlers, est seulement un député et n'occupe plus aucun poste au ministère des Affaires étrangères. Or, il représentera le gouvernement italien pendant toutes les transactions sous la formule *sui generis* de « représentant personnel » du ministre des Affaires étrangères, également socialiste, Gianni De Michelis<sup>127</sup>. Le gouvernement des États-Unis s'invite vite aux pourparlers, sur lesquels il va essayer d'avoir une influence. Le chargé d'affaires de l'ambassade auprès du Saint-Siège, James Creagan, et le responsable des affaires mozambicaines au Département d'État américain, Randall Lecocq, établissent une communication directe avec Raul Domingos à partir d'août 1990. James Creagan et son successeur à partir de janvier 1991, Cameron Hume, auront un rôle d'observateur officieux aux négociations : ils seront chargés de suivre de près les pourparlers, en restant en contact direct avec les quatre observateurs officiels et les représentants du FRELIMO et de la RENAMO. Ils sont secondés par Herman J. Cohen, le secrétaire assistant d'État aux affaires africaines de l'administration Bush, qui se rendra à Rome à plusieurs reprises afin de s'entretenir personnellement avec tous les acteurs des négociations<sup>128</sup>.

En novembre 1990, le rôle de Gonçalves, Riccardi et Zuppi est enfin officialisé lorsqu'ils sont nommés, sur demande des délégués mozambicains, médiateurs du conflit. Mario Raffaelli, lui aussi nommé médiateur, assume un rôle de coordination officiellement attribué au gouvernement italien, qu'il représente<sup>129</sup>. C'est la consécration formelle de la Communauté de Sant'Egidio en tant qu'acteur direct des relations internationales dans une fonction, la résolution des conflits, traditionnellement attribuée aux États et aux organisations internationales publiques. Les gouvernements intéressés dans la conclusion de la guerre mozambicaine acceptent ainsi que la fonction de la médiation soit attribuée aux membres de Sant'Egidio avec le soutien – surtout financier – du gouvernement italien. Ces gouvernements constituent, en revanche, une Commission conjointe de Vérification, à laquelle

122. Roberto Morozzo della Rocca, *Mozambico, dalla guerra alla pace [...]*, p. 95.

123. « Mozambican foes go to Malawi for talks », *The New York Times*, 13-6-1990 ; « Talks for Mozambican collapse in first hour », *The New York Times*, 14-6-1990 [en ligne].

124. Cameron Hume, *Ending Mozambique's War [...]*, p. 32.

125. « Mozambico, il governo e la Renamo trattano a Roma », *La Repubblica*, 12-7-1990, p. 14.

126. Roberto Morozzo della Rocca, *Mozambico, dalla guerra alla pace [...]*, p. 101-121.

127. Pietro Veronese, « Un successo italiano », *La Repubblica*, 6-10-1992, p. 14.

128. Cameron Hume, *Ending Mozambique's War [...]*, préface et pp. 36-135.

129. Roberto Morozzo della Rocca, *Mozambico, dalla guerra alla pace [...]*, p. 141.

participent les États-Unis, le Portugal, le Kenya, la Zambie, la France, le Royaume-Uni et l'Union soviétique<sup>130</sup>. Les négociations de paix du Mozambique ont, donc, entièrement lieu dans l'ancien monastère du Trastevere<sup>131</sup>. Ce sera un processus compliqué et ardu à cause de la poursuite de la violence au Mozambique, qui s'étendra sur plus de deux ans, en onze rounds. Pendant tout ce processus, tout contact entre les deux délégations mozambicaines est évité en dehors de la table de négociation et toute réunion informelle doit se faire en présence des médiateurs. Tout contact avec la presse demeure interdit et seulement pendant les derniers mois des négociations un porte-parole officiel sera nommé : Mario Marazziti, journaliste membre de la Communauté de Sant'Egidio<sup>132</sup>. Sant'Egidio circonscrit son rôle essentiellement à la médiation : après l'Accord général de paix, ce sera l'ONU qui devra vérifier le respect du cessez-le-feu et assurer logiquement la stabilité au Mozambique.

La signature de l'Accord général de paix a lieu, après une séance finale marathonienne de 72 heures avec Chissano et Dhlakama en personne, à Rome le 4 octobre 1992, lors d'une cérémonie organisée au ministère des Affaires étrangères (*La Farnesina*). L'accord est signé par Chissano, Dhlakama et les quatre médiateurs. À la cérémonie sont présents les présidents du Zimbabwe (Robert Mugabe) et du Botswana, le vice-président du Kenya, les ministres des Affaires étrangères d'Italie, de l'Afrique du Sud et du Portugal (José Manuel Durão Barroso), le ministre de la Présidence du Malawi, l'ambassadeur français, un représentant du gouvernement britannique, le secrétaire-général assistant de l'Organisation de l'Unité africaine, le sous-secrétaire général aux Affaires politiques de l'ONU et plusieurs représentants du Département d'État américain<sup>133</sup>. Neuf jours plus tard, le Conseil de Sécurité de l'ONU approuve une résolution établissant l'Opération des Nations unies au Mozambique (ONUMOZ)<sup>134</sup>. Dans le cadre de celle-ci, seront ensuite

envoyés au Mozambique plus 7.000 militaires, plus de 1.100 policiers, 355 fonctionnaires internationaux et environ 900 observateurs électoraux. L'ONUMOZ restera active jusqu'au 30 novembre 1994<sup>135</sup>.

La Communauté de Sant'Egidio continue à exercer aujourd'hui une tutelle symbolique sur la politique mozambicaine. La stabilité de la politique mozambicaine a été liée pendant vingt ans à l'entente trouvée à Rome entre les dirigeants du FRELIMO et ceux de la RENAMO. Mais en octobre 2013, Afonso Dhlakama –encore aujourd'hui le leader de la RENAMO–, mécontent avec la politique du gouvernement, qui n'a pas cessé d'être dirigé par le FRELIMO depuis la fin de la guerre, annonça qu'il dénonçait l'Accord général de paix de 1992<sup>136</sup>. Le 31 août 2014, Matteo Zuppi s'est à nouveau rendu à Mozambique, avec une délégation du gouvernement italien, pour rencontrer Dhlakama à Gorongosa. C'est le dernier épisode de la médiation de la Communauté de Sant'Egidio au Mozambique, soldé avec l'engagement de Dhlakama à revalider la paix et à négocier avec le gouvernement mozambicain les conditions pour le déroulement des élections tenues le 15 octobre 2014<sup>137</sup>.

## Conclusions

Les transformations expérimentées par la Communauté de Sant'Egidio dans les années 1980-1990, dont le catalyseur est son intervention dans la guerre du Mozambique, illustrent l'essor de la diplomatie parallèle durant cette période. Elles s'insèrent dans un contexte de multiplication croissante des acteurs des relations internationales, qui ne se limitent plus seulement aux États et aux organisations internationales, où les acteurs privés et les organisations non-gouvernementales acquièrent de nouveaux rôles. Dans ce sens, l'expérience de la Communauté de Sant'Egidio présente d'intéressantes analo-

130. Cameron Hume, *Ending Mozambique's War [...]*, préface et p. 46.

131. Je remercie le professeur Roberto Morozzo della Rocca de m'avoir fait visiter et expliqué les lieux de la négociation lors d'une rencontre le 31 mai 2014.

132. Leone Gianturco, « La pace in Mozambico », p. 37.

133. Documents de la Communauté de Sant'Egidio, Accord général de paix du Mozambique, Rome, 4-10-1992.

134. Documents des Nations Unies, S/RES/782 (1992), résolution 782 du Conseil de Sécurité, New York, 13-10-1992.

135. ONU, completed peace-keeping operations, ONUMOZ, Facts and figures [en ligne].

136. « Mozambique's Renamo says ending 1992 peace agreement with Frelimo government », *Reuters*, 21-10-2013.

137. « Sant'Egidio et le gouvernement italien : des rencontres pour favoriser la paix et la réconciliation au Mozambique », dossier de presse de la Communauté de Sant'Egidio, 1-9-2014.

Victor Fernández Soriano | *La Communauté de Sant'Egidio et le Mozambique (1980-1990)*

gies avec d'autres cas. Le processus de globalisation qu'elle vécut, au départ de la société civile locale, rappelle les expériences simultanées de quelques organisations non-gouvernementales à but humanitaire, devenues très influentes au cours de la même période : Amnesty International (née à Londres au début des années 1960 pour sensibiliser l'opinion publique anglaise à l'égard de la question des prisonniers politiques), Médecins sans frontières (fondée en 1971 par un groupe de médecins français qui avaient collaboré avec la Croix-Rouge lors du conflit du Biafra) ou encore les comités Helsinki (nés suite à la signature de l'Acte final d'Helsinki en 1975, évoluant vers des organisations de monitoring des droits de l'Homme, dont la plus importante est Human Rights Watch). En dépit de leurs objectifs disparates, les parcours de ces associations convergent dans leur rapide expansion au départ d'un noyau restreint de personnes inséré déjà dans la société civile locale. Cette expansion s'opère grâce à des stratégies de prosélytisme nourrissant les réseaux sociaux de ces organisations, appuyées sur des campagnes publicitaires souvent bien médiatisées : l'ensemble de ces stratégies et de ces campagnes constituent une nouvelle forme de socialisation internationale alternative aux canaux de la diplomatie officielle traditionnelle. Dans le cas de Sant'Egidio, cette socialisation poursuit le but d'acquérir une expertise dans la résolution de conflits, raison pour laquelle son expérience illustre bien la notion de « diplomatie parallèle » introduite par Davidson et Montville, liée à l'idée de « médiation faible ».

Dans ce contexte, quelques questions peuvent être posées à l'égard des cadres géographiques et temporelles dans lesquelles cette diplomatie parallèle émergea. Au plan géographique, le continent africain semble avoir été un terrain particulièrement propice pour l'action des médiateurs faibles. Les intérêts des puissances en Afrique divergeaient entre la volonté implicite des anciens pays colonisateurs européens de continuer d'exercer une influence sur la vie politique et économique de leurs anciennes colonies et les hésitations américaine et soviétique à intervenir dans les conflits locaux dans un continent revêtant peu d'importance géostratégique. Cette situation laissait une marge plus ample

à l'intervention des acteurs privés poursuivant un but lucratif ou non. Le film documentaire sud-africain de 2013 *Plot for Peace*, réalisé par Carlos Agulló et Mandy Jacobson, par exemple, montre l'importance de ces médiateurs faibles dans l'Afrique des années 1980-1990 à travers la figure de Jean-Yves Ollivier, qui intervint à titre privé dans la résolution des conflits en Angola, Afrique du Sud et Comores durant cette même période<sup>138</sup>. La mesure dans laquelle le continent africain fut essentiel dans l'essor de la diplomatie parallèle est, cependant, une question à laquelle seules des recherches plus approfondies pourront répondre de manière convaincante.

Au plan chronologique, l'essor de cette diplomatie parallèle est initialement lié aux phases finales de la guerre froide. Le repli des puissances pendant les périodes de détente, l'appréhension à aggraver les tensions dans de nouveaux contextes ou encore la nouvelle donne impulsée par la Perestroïka sont des facteurs qui favorisèrent l'expansion des organisations non-gouvernementales et des acteurs privés dans des zones en conflit. Or, la fin de la guerre froide ne modifie d'aucune manière la progression de la diplomatie parallèle<sup>139</sup>. Il n'est donc pas audacieux d'affirmer que la fin de la guerre froide n'eut aucun impact sur le développement d'une diplomatie parallèle (il a même été suggéré qu'elle fut démantelée par la diplomatie parallèle, à travers les réseaux transnationaux de coopération citoyenne des deux côtés du Rideau de Fer qui promurent le désarmement<sup>140</sup>). L'expérience de Sant'Egidio au Mozambique ne fut pas étrangère à ce contexte : la guerre froide y fut une variable importante dans la mesure où elle eut un impact direct sur le conflit au Mozambique et dans la mesure où la reconnaissance internationale de Sant'Egidio en tant que médiateur fut possible dans le contexte de la fin de la guerre froide. En outre, la promotion de Sant-Egidio auprès du gouvernement mozambicain s'était originellement appuyée sur la faveur du PCI dans un contexte de détente dans la politique italienne. Cependant, la disparition du clivage URSS/USA n'eut pas d'influence sur l'évolution de la médiation. L'expérience de Sant'Egidio au Mozambique est plutôt représentative de la prolifération des acteurs humani-

138. Carlos Abelló & Mandy Jacobson, *Plot for Peace*, 2013.

139. John W. McDonald, « Further Exploration of Track Two Diplomacy » in Louis Kriesberg & Stuart J. Thorson (éd.), *Timing the De-Escalation of In-*

*ternational Conflicts*, Syracuse University Press, 1991, pp. 201-220.

140. Matthew Evangelista, *Unarmed Forces: The Transnational Movement to End the Cold War*, Cornell University Press, 1999.



Victor Fernández Soriano | *La Communauté de Sant'Egidio et le Mozambique (1980-1990)*

taires dans les zones en conflit<sup>141</sup>, ainsi que de l'émergence des médiateurs non-gouvernementaux : à nouveau, seule la recherche historique pourra établir avec précision dans quelle mesure ces deux phénomènes sont ou non liées à la fin de la guerre froide.

Enfin, l'action de la Communauté de Sant'Egidio est indissociable de sa vocation religieuse catholique. Cet aspect, renforcé par la présence de son quartier général à Rome, fait que toutes ses activités internationales soient inévitablement associées à la diplomatie vaticane. Il est ainsi difficile d'établir dans quelle mesure les deux diplomaties sont complémentaires ou bien concurrentes. Chaque initiative de la Communauté de Sant'Egidio en matière de médiation internationale présuppose l'acquiescement du pape et une certaine délégation de représentation de la diplomatie vaticane. L'historiographie a tendu à souligner la complémentarité entre Jean-Paul II et les laïcats transnationaux *de masse* qui fleurirent pendant son pontificat (comme Sant'Egidio, mais aussi comme l'Opus Dei)<sup>142</sup> et à mettre l'accent sur l'Ostpolitik comme la principale préoccupation de Jean-Paul II durant la première décennie de son pontificat<sup>143</sup>. Cependant, l'attitude de la diplomatie vaticane par rapport aux activités de Sant'Egidio et la manière dont celle-ci concevait ses synergies avec le groupe d'Andrea Riccardi ne pourront être entièrement connues que le jour où les archives vaticanes relatives à cette période seront consultables. Quoiqu'il en soit, cette réflexion acquiert une importance spéciale aujourd'hui : la diplomatie vaticane sous François s'est aussi investie dans la médiation, dont elle semble avoir fait une action prioritaire au vu de l'intervention personnelle du pape dans les négociations entre les États-Unis et Cuba, et entre Israël et la Palestine. Les deux diplomaties sont ainsi devenues à la fois concurrentes et coopérantes. Il est impossible d'aller au-delà des spéculations à ce sujet à cause de l'hermétisme que la pratique de la médiation impose à l'heure actuelle, mais une convergence entre la diplomatie papale et la Communauté de Sant'Egidio semble un scénario probable en

raison des bonnes relations de François avec cette dernière<sup>144</sup>. Un indice : lorsqu'Angela Merkel s'est rendue en visite officielle au Vatican le 22 février 2015, la seule rencontre officielle qui était programmée en plus de l'audience pontificale était une entrevue avec Andrea Riccardi et les dirigeants de Sant'Egidio dans leur siège au Trastevere : la crise ukrainienne était à l'ordre du jour des deux rencontres<sup>145</sup>.

141. William E. DeMars, « Contending Neutralities [...] ».

142. Jeffrey Haynes, *Religious, Transnational Actors and Soft Power*, Burlington, Ashgate, 2012.

143. Giovanni Barberini, *L'Ostpolitik della Santa Sede. Un dialogo lungo e faticoso*, Bologne, Il Mulino, 2007; Michael F. Feldkamp, *La diplomazia pontificia*, Milan, Jaca Book, 1998, pp. 101-114.

144. Francesco Antonio Grana, « CI e Comunità di Sant'Egidio, exploit con Papa Francesco. Male i neocatecumenali », *Il Fatto Quotidiano*, 22 avril 2014.

145. « Merkel incontra il Papa. Poi da Sant'Egidio a Trastevere », *Il Messaggero*, 21 février 2015.